



**Trésorerie : une mission du service public menacée**

**Vendredi 11 décembre 2015**



*Pique-nique revendicatif devant le centre des finances de Castanet.*

La trésorerie de Castanet-Tolosan remplit actuellement la mission de recouvrement des impôts directs que sont l'impôt sur le revenu, les impôts locaux (la taxe d'habitation et taxes foncières). Cette mission historique, en plus du partenariat avec les mairies, les syndicats et communautés de communes, est menacée de suppression. C'est la mise en œuvre du projet gouvernemental «démarche stratégique» par la direction régionale des finances publiques qui en est la cause.

**Vers Ranguel**

Ce dernier a en effet décidé le transfert au 31 décembre 2015 du recouvrement de l'ensemble des impôts vers le centre de Toulouse Ranguel. Pour la CGT, c'est un premier pas vers la désertification des services publics qui ne passe pas ! Pour dénoncer et s'opposer à cette décision, la CGT finances publiques a organisé un rassemblement interprofessionnel, invitant les élus locaux et la population à entrer en résistance, contre ces projets de concentration des activités fiscales. **D'après son délégué, Boris Beaudoin, : «cette politique d'austérité, décidée sans concertation, a été envisagée par la direction. Elle a décidé d'élargir et d'amplifier la lutte contre la réduction de l'offre de service public de proximité aux autres champs professionnels pour épauler les positions défavorables des élus locaux. Ils souhaitent spécialiser la trésorerie de Castanet pour la gestion des collectivités locales ; une première dans le département qui est mise en place, excepté la ville de Toulouse en application de la loi NOTRE. Pour nous, c'est un combat emblématique. Demain, ce sont les trésoreries de l'Union ou Cugnaux qui seront concernés.**

**Enfin, il faut savoir que quatre emplois seront transférés vers l'hôtel des finances de Ranguel et un emploi sera supprimé.** La CGT sera présente pour distribuer des tracts dans les divers marchés des communes de Castanet-Tolosan et Ramonville-Saint-Agne afin de sensibiliser la population à ce projet néfaste pour l'usager. Par ailleurs, un pique-nique revendicatif était organisé devant le centre des finances publiques, qui avait réuni une cinquantaine de personnes.